



Lundi 25 Juin 2018

■ AVIS À PUBLIER AU BOAMP XML N° 18-87342

Date d'envoi au service éditeur : 25/06/2018

> Voir l'annonce sous sa forme originale



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.
 Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).
 En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.
 > Contact client

F1 - Formulaire Avis de marché

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 92

Annonce No **18-87342**

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ville de Bagneux.
 Correspondant : Mme le maire, 57, avenue Henri-Ravéra 92220 Bagneux, courriel : marches@mairie-bagneux.fr adresse internet : <http://www.bagneux92.fr>.
 Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>.
 Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : numéro de la consultation : Com1802 Marché de gestions des espaces publicitaires des supports de communication de la Ville de Bagneux.

Catégorie de services : 5.

CPV - Objet principal : 79341000.

Lieu d'exécution : bagneux, 92220 Bagneux.

Code NUTS : -FR105.

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.
 Durée de l'accord-cadre : 4 an(s).
 Valeur minimum estimée (H.T.) : 80 000,00 euros.
 Valeur maximum estimée (H.T.) : 200 000,00 euros.

Caractéristiques principales :

forme de marché : à bons de commande avec minimum et maximum. Attribution d'un marché unique
Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre : Période n°1 : Minimum (H.T.) 80 000,00 euro(s) : Maximum (H.T.) 200 000,00 euro(s)total : Minimum 80 000,00 euro(s) Maximum 200 000,00 euro(s).
Estimation de la valeur (H.T.) : entre 80 000,00 et 200 000,00 euros.
Des variantes seront-elles prises en compte: oui.La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : oui.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 48 mois à compter de la notification du marché.
Cautionnement et garanties exigés : aucune clause de garantie financière prévue. Aucune garantie financière prévue en contrepartie du versement de l'avance.
Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : prestations réglées par des prix unitaires Prix fermes. Avance de 5.0 % accordée dans les conditions prévues au contrat. Délai global de paiement des prestations de 30 jours.
Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : aucune forme de groupement imposée à l'attributaire de l'accord-cadre.
Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.
 Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Situation juridique - références requises : références requises mentionnées dans les documents de la consultation.
Capacité économique et financière - références requises : références requises mentionnées dans les documents de la consultation
Référence professionnelle et capacité technique - références requises : références requises mentionnées dans les documents de la consultation.

La prestation n'est pas réservée à une profession particulière.

Les personnes morales ne sont pas tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de la prestation.

Marché réservé : non.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 16 juillet 2018, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Renseignements complémentaires : la transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur. Les modalités de transmission des plis par voie électronique sont définies dans le règlement de la consultation. Numéro de la consultation : Com1802 Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-Le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

la candidature est présentée soit sous la forme des formulaires Dc1 et Dc2 (disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr), soit sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (Dume). Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 25 juin 2018.

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :
 adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

adresse internet : <https://www.marches-securises.fr>.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

adresse internet : <https://www.marches-securises.fr>.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Cergy Pontoise 2 à 4 boulevard de l'hautil B.P. 30322 95027 Cergy Pontoise Cedex.

Organe chargé des procédures de médiation : CCIRA 5, rue Leblanc Cedex 15 75911 Paris.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : précisions concernant les délais d'introduction des recours : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (Cja), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Mots descripteurs : Publicité, Communication.

Eléments de facturation :

Votre référence de commande au BOAMP : **COM1802**

Libellé de la facture : Ville de Bagneux Ville de Bagneux 57 Henri-Ravéra 92220 Bagneux

Siret : 21920007800216

Classe de profil : Commune

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 16 juillet 2018

Objet de l'avis : Marché de gestions des espaces publicitaires des supports de communication de la Ville de Bagneux

Nom de l'organisme : VILLE DE BAGNEUX

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



CONS3550638



> Informations légales